

2000 07 25 - 0006 - 12

## PERSONNES DISPARUES

### Les parents des victimes réclament les résultats de l'enquête

Le comité des parents des disparus et des otages a exhorté hier, dans le cadre de la campagne «Le droit de savoir», le chef de l'État, le général Émile Lahoud, ainsi que les présidents Nabih Berry et Sélim Hoss, à publier le rapport de la commission d'enquête officielle, d'autant plus que le 25 juillet (aujourd'hui) avait été déclaré, à cet effet, date-butoir pour la remise de ce rapport à la présidence du Conseil. Le comité a également estimé nécessaire de proclamer le 13 avril de chaque année journée nationale et d'édifier un monument commémoratif dédié aux victimes de la guerre, en souvenir du 13 avril 1975, date du début de la guerre du Liban. Hier, le comité a organisé, à l'occasion de cette date-butoir, place de l'Étoile, ainsi qu'à Baabda et devant le Grand Sérail, trois sit-in symboliques et ouverts, au cours desquels les personnes présentes se sont adressées aux trois pôles du pouvoir. Déclarant que dix années se sont écoulées depuis la fin de la guerre, «une guerre qui a généré des milliers d'otages et de disparus et des familles entières qui continuent d'attendre dans l'expectative la plus totale», le comité a rappelé que ces familles «ont le droit de connaître cette vérité qu'on leur cache malgré leurs appels incessants à l'ensemble des dirigeants».

Et de poursuivre que la loi de 1995 autorisant les parents des disparus ou des otages – du moins ceux qui le désiraient – d'annoncer le décès de ces derniers, «permettait à l'État de se défilier face à ses responsabilités».

Se référant au discours d'investiture du président de la République, le général Émile Lahoud, qui «avait laissé entrevoir aux familles une lueur d'espoir», le comité est revenu sur le 31 janvier 2000, date à laquelle la présidence du Conseil a publié un décret annonçant la création d'une commission d'enquête officielle chargée de faire le point sur l'ensemble des otages et des disparus de guerre. Le comité demande ainsi que le rapport à paraître «soit global, objectif, convaincant et exhaustif».

Enfin, les manifestants se sont entretenus, place de l'Étoile, avec le député Nassib Lahoud, qui les a assurés de son entière solidarité avec les revendications élémentaires qui sont les leurs. «Il est de notre devoir de nous souvenir, de mobiliser nos consciences afin que tout ceci ne se reproduise plus», a déclaré le député du Metn. «Nous demandons, comme toutes ces familles, que les résultats de l'enquête soient enfin publiés, qu'un programme d'assistance sociale aux familles des disparus soit mis sur pied en signe de solidarité, et qu'un jour national pour le souvenir soit instauré, souvenir de la guerre et de ses victimes», a ajouté M. Lahoud.

## LIBÉRATION

### Kabalan insiste sur le déploiement de l'armée au Sud

Le mufti jaafarite, cheikh Abdel-Amir Kabalan, a réclaté avec insistance, hier, l'envoi de l'armée dans la bande frontalière libérée, rejetant à l'avance «tous les prétextes invoqués» pour ne pas le faire. Prenant la parole au cours d'une cérémonie religieuse, le mufti a déclaré : «Les Libanais sont invités à consolider la victoire qu'ils ont assurée contre l'ennemi israélien, et qu'ils ont payée cher de leur sang et de leurs biens. Cette consolidation ne peut se faire que grâce à l'unité nationale dont on saura faire preuve et à la solidarité face aux discordes qui menacent l'unité du peuple. Nous ne devons, sous aucun prétexte, plonger nos familles de retour ou demeurées sur place dans le désordre des conflits et dissensions, après les sacrifices qu'elles ont consentis. La discorde doit être bannie, sous toutes ses formes, et un portrait ou une banderole ne sauraient nous faire oublier nos martyrs». Et le mufti jaafarite d'inviter l'État à «assumer ses responsabilités sur le plan de la sécurité» et de demander que «l'armée pénètre dans les régions libérées pour assister les FSI et imposer le respect de la loi (...) sans pour autant se transformer en garde-frontière».

Des affrontements sanglants entre le mouvement Amal et le Hezbollah ont fait deux morts, voici quelques jours, rappelle-t-on.